

COMMUNIQUÉ DE PRESSE | 20 SEPTEMBRE 2022

## **La smart city trébuche sur le coût de l'énergie**

**Xerfi vient de publier une étude sous le titre :**

**« De la smart city aux territoires intelligents - Les modèles de financement de la ville de demain, le nouveau jeu concurrentiel et l'adaptation des acteurs aux villes intermédiaires »**

Depuis 2008, les 40 premières agglomérations tricolores ont investi environ cinq milliards d'euros dans des projets de territoires intelligents, d'après les estimations

des experts de Xerfi Precepta. Mais plusieurs projets de smart city pourraient bien rester dans les cartons ces prochains mois. La faute à l'explosion des prix de l'électricité et du gaz (+30% à +300% selon les contrats) qui obligent déjà certaines collectivités locales à des arbitrages drastiques (fermeture de piscine ou gymnase). Les communes se heurtent par ailleurs à l'augmentation de leur masse salariale avec la hausse du point d'indice des fonctionnaires. La crise sanitaire est également passée par là et, avec elle, les nouvelles attentes en matière de ville écologique. Dans ces conditions, les solutions IoT qui promettent de substantielles économies d'énergie (efficacité énergétique des bâtiments publics et éclairage intelligent) auront le vent en poupe, de l'avis des experts de Xerfi Precepta. Plus globalement, le concept de smart city évolue pour céder la place à celui de territoire intelligent, durable et citoyen. Désormais, les élus se tournent vers les projets aux effets les plus concrets pour les populations. Ils privilégient alors les solutions innovantes pour améliorer par petites touches les services publics du quotidien (application mobile citoyenne, réservation en ligne de créneau en mairie...) au détriment des mégaprojets tout connectés. Les grandes métropoles s'emparent, elles, des cas d'usage novateurs dans le tourisme, la promotion des petits commerces ou l'écologie. Un bon moyen pour elles de s'affranchir de l'emprise des géants des services collectifs et du BTP. En clair, les acteurs des solutions innovantes pour les collectivités vont devoir mettre en place de nouvelles stratégies ou, au moins, revisiter leurs offres.

## Le choc n'est pas seulement inflationniste

Sur les quelque 320 projets recensés dans les 40 principales agglomérations françaises depuis 2008, le segment de l'efficacité énergétique représente plus du tiers des dépenses fléchées. Relativement peu nombreux, les programmes relatifs au déploiement d'un système d'éclairage intelligent (souvent des led, moins gourmandes en énergie, à la place des points lumineux plus anciens) pèsent en revanche environ 20% des montants investis par les exécutifs locaux, selon les calculs des experts de Xerfi Precepta.

Pourtant l'exubérance de la décennie écoulée semble bel et bien terminée. **Le marché des territoires intelligents semble en effet moins prometteur d'ici 2025. Outre le choc inflationniste et les pénuries de composants électroniques, les obstacles ne manquent pas** en effet : pressions sur les prix des grandes villes, fin de l'ère du « tout numérique », pragmatisme et prudence des villes intermédiaires, villages encore très éloignés des solutions numériques. **Les freins au développement des chantiers de smart city sont surtout financiers. Les insuffisances en termes de ressources humaines peuvent aussi peser.** Sans oublier que l'opposition des citoyens, en particulier sur les questions des données personnelles, se renforce.

Au-delà, la demande adressée aux majors du BTP et des services collectifs a aujourd'hui profondément évolué. **Nous assistons à une appropriation des solutions innovantes par les villes intermédiaires et les communautés de communes des territoires péri-urbains et ruraux. Les attentes des décisionnaires locaux sont aussi bien plus vastes.** Il ne s'agit plus seulement de réduire les coûts grâce au digital mais d'améliorer l'attractivité des territoires, favoriser la transition écologique et associer les citoyens à la prise de décisions grâce aux outils numériques (démocratie participative, co-construction des décisions publiques, inclusion et proximité des habitants).

## Standardiser l'offre et s'organiser en consortiums

Face à cette nouvelle donne, les acteurs de la smart city ayant consenti des investissements conséquents, cherchent aujourd'hui à standardiser leur offre pour la déployer plus rapidement et couvrir davantage de débouchés. **Cette standardisation se traduit par l'adaptation du bouquet de services smart aux différentes configurations du marché** : dimensionnement (métropole, ville de taille moyenne, village...) et déclinaison selon le lieu (infrastructure urbaine, station de ski, plage, port...).

**Pour constituer une offre intégrée, les prestataires collectifs s'organisent en consortiums.** Une telle démarche a permis à EDF et Engie de prendre la tête de groupements ayant remporté les projets les plus aboutis en termes de contractualisation de prestations de villes connectées (Dijon, Angers).

**Signe que les fournisseurs de la ville intelligente adaptent leur stratégie, les grands groupes se reposent sur les villes intermédiaires et tentent d'industrialiser les solutions numériques pour les communautés de communes. Les start-up peuvent, elles, compter sur le soutien des grandes agglomérations mais doivent pérenniser leur financement et renforcer leur force commerciale.**

**Parmi les différents profils d'intervenants identifiés, les énergéticiens et les opérateurs intégrés du BTP semblent les mieux placés pour s'imposer comme des acteurs pivots de l'écosystème, de l'avis des experts de Xerfi Precepta.** Un bémol toutefois : la nationalisation d'EDF pourrait entraîner des restructurations et remettre en cause ses ambitions en la matière.

*Auteur de l'étude : Flavien Vottero*

*Le groupe Xerfi est en France le leader des études économiques sectorielles. Il présente le plus grand catalogue de travaux sur la France et l'International. Editeur indépendant, il apporte à ses clients par son expertise professionnelle, sa liberté éditoriale, son ouverture intellectuelle, l'accès rapide, fiable, clair, à la connaissance actualisée des évolutions sectorielles, des stratégies des acteurs économiques et de leur environnement.*